

# FINANCE

## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

CAHIER THÉMATIQUE I · LE DEVOIR, LES SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 FÉVRIER 2017



**FTQ** Le Fonds immobilier fait également dans le logement social  
*Page 12*



**Université Concordia** Cours et recherche se développent en investissement responsable  
*Page 14*



## Se tailler une place sur les marchés

L'investissement responsable se fait une place de plus en plus grande au point de changer la donne sur le marché de la finance. Entrevue avec Corinne Gendron, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM.

PIERRE VALLÉE  
*Collaboration spéciale*

**S**elon la dernière étude, réalisée en 2014 par l'Association canadienne pour l'investissement responsable (AIR), les actifs en investissement responsable sous gestion au Canada totalisaient mille milliards de dollars, soit une hausse de 68% en deux ans. L'investissement responsable représentait alors 31% des actifs sous gestion dans le secteur canadien des placements. Étant donné la forte croissance de l'investissement responsable, on peut s'attendre à ce que le prochain rapport de l'AIR, prévu pour 2017, vienne confirmer cette tendance.

«L'investissement responsable n'est plus un phénomène marginal», souligne Corinne Gendron, professeure titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable à l'ESG UQAM. Et c'est aujourd'hui un mouvement mondial.»

En matière d'investissement responsable, une question surgit inévitablement : est-ce que l'investissement responsable est aussi rentable que l'investissement conventionnel? Les promoteurs de l'investissement responsable, en particulier ceux qui offrent des produits financiers en ce sens, assurent que oui. «Les études et méta-analyses sur le sujet arrivent plutôt à la conclusion qu'il est impossible de tracer un lien entre la rentabilité ou la non-rentabilité d'un investissement responsable.» En d'autres mots, la rentabilité d'un investissement responsable ne résulte pas du fait qu'il soit responsable, mais dépend plutôt d'autres facteurs, comme la qualité de l'actif, la diversification du portefeuille, les fluctuations du marché, etc.

### Une transformation du milieu financier

Par contre, ce dont Corinne Gendron est certaine, c'est que l'investissement responsable vient transformer la finance. «Avec l'investissement responsable, on assiste à un meilleur ancrage territorial de l'investissement. L'investissement responsable rapproche l'investisseur de l'activité économique dans laquelle il investit, et de ce fait, crée un lien plus étroit entre l'investisseur et l'entreprise.»

Ce rapprochement entre l'investisseur et l'activité économique a aussi une influence sur le fonctionnement. «Un lien plus étroit entre l'investisseur et l'activité économique vient modifier la fonction des intermédiaires financiers, comme les gestionnaires de fonds. En se rapprochant de son investissement, l'investisseur met davantage la main à la pâte, ce qui modifie le rôle du gestionnaire de fonds, qui ne fait plus cavalier seul. De plus, le gestionnaire ne peut plus gérer le fonds uniquement sur des critères financiers, mais doit aussi tenir compte des critères extra-financiers, et pour ce faire, il doit tenir compte des valeurs personnelles de l'investisseur.»

### Quelques principes

Le principe dérivé du concept de développement durable sur lequel repose l'investissement responsable est ce que l'on nomme le principe ESG, pour problématiques environnementale, sociale et de gouvernance. Il s'agit d'un code de conduite pour l'ensemble des acteurs économiques. «De plus, aujourd'hui, la majorité des investisseurs institutionnels sont signataires des Principes pour l'investissement responsable, ou les PRI, initiés par les Nations unies, qui les obligent à investir dans des activités économiques et des entreprises qui ont une démarche EMG.»

Le principe dérivé du concept de développement durable sur lequel repose l'investissement responsable est ce que l'on nomme le principe ESG, pour problématiques environnementale, sociale et de gouvernance.

ISTOCK

VOIR PAGE 12 : MARCHÉ

## FINANCE

FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA FTQ

## Le Fonds immobilier fait également dans le logement social

Depuis 20 ans, le Fonds immobilier de solidarité FTQ, qui investit dans toutes sortes de projets à la grandeur du Québec, consacre une part de son portefeuille à des programmes de logements sociaux, communautaires et abordables.

ALICE MARIETTE  
Collaboration spéciale

Au total, depuis sa création en 1997, le Fonds a investi dans 78 projets de logements sociaux, communautaires et abordables. Parmi eux, la rénovation des 1339 et 1349, boulevard de Maisonneuve Est, qui abrite l'organisme le Sac à dos, dont la mission est l'insertion sociale et économique des personnes en situation d'itinérance, ou risquant de l'être. De même, grâce à un prêt du Fonds, l'organisme à but non lucratif (OBNL) Spectre de rue a pu acheter l'immeuble situé au 803-807, rue Ontario Est. Nommé Maison TAPAJEURS, le lieu a été transformé en 22 chambres avec services et espaces communs dédiés aux jeunes de 18 à 30 ans en réinsertion.

« Cette année, les projets sur lesquels nous allons beaucoup travailler, en plus de ceux habituels, concerneront la création de deux nouveaux fonds, un pour les étudiants et un pour les CPE », dévoile Normand Bélanger, président-directeur général du Fonds immobilier de solidarité FTQ. Pour lui, si Montréal attire les étudiants étrangers, leur logement peut aussi poser problème. « Les colocations vont parfois priver des familles qui pourraient avoir accès à ces logements », détaille-t-il. En partenariat avec l'organisme UTILE — dont l'acquisition d'un terrain en face du parc La Fontaine devrait permettre à son premier projet de résidences étudiantes de voir le jour —, le Fonds souhaite mettre en place un type de financement d'ici l'été.

M. Bélanger indique aussi travailler à la création d'outils pour le financement des CPE. « Comme le gouvernement québécois a réduit le financement des immobilisations pour les CPE, différents groupes nous ont contactés pour savoir comment mettre en place des partenariats », ajoute-t-il. L'idée est de structurer l'offre de façon intéressante. » Ce projet devrait être finalisé avant la fin de l'année.

## Aider les Québécois

Filiale du Fonds de solidarité FTQ, le Fonds immobilier a pour mission de contribuer au développement économique du Québec, tout en per-

mettant à l'ensemble de la population d'améliorer sa qualité de vie. À l'inverse des autres unités du Fonds de solidarité, celui-ci n'investit pas dans des entreprises de construction, mais dans des projets immobiliers. « Notre mission est aussi la création d'emplois », rappelle M. Bélanger. Les 46 projets actuellement en construction ou développement, d'une valeur de 2,7 milliards, correspondent à environ 22 000 emplois.

Depuis 1997, 59 millions ont été voués à l'habitation abordable, sociale et communautaire, contribuant à la construction de 2756 logements. « Notre mission est de balancer notre portefeuille pour aider ceux qui en ont besoin et aider nos actionnaires également », indique M. Bélanger. Nos actionnaires acceptent qu'on ait un rendement moins intéressant dans ces cas-là, mais nous nous reprenons en faisant des projets plus structurants pour l'économie. »

Ainsi, d'un côté le Fonds va investir dans la Tour des Canadiens, et de l'autre dans des programmes « permettant à des gens au revenu modeste, qui sont en situation particulière, comme l'itinérance, de se loger de façon acceptable ». M. Bélanger précise que chacun des projets est tout de même rentable. « Nous sommes une quarantaine de professionnels, spécialistes de l'immobilier, donc nous sommes capables de calculer et voir si la mathématique va fonctionner », explique-t-il.

Le Fonds n'intervient pas dans des édifices déjà construits, sauf en cas de grandes rénovations. « Notre modèle financier n'est pas d'acheter des bâtisses, donner deux coups de pinceau et revendre pour faire un rendement », explique M. Bélanger. C'est vraiment contribuer au développement de l'emploi, qui, en immobilier, se fait lorsque l'on construit ou rénove de façon majeure. »

## Fonctionnement par partenariats

Le Fonds immobilier de solidarité FTQ a pour modèle d'affaires le travail en partenariat avec des groupes de ressources techniques (GRT) ou avec des associations, comme celle de Phyllis Lambert, ou encore les Fondations Bombardier et McConnell. Les GRT, bien implantés dans leurs milieux et connectés au réseau des OBNL, vont venir chercher de l'aide auprès du Fonds. Ainsi, au fil du temps, plusieurs fonds dédiés au logement social, communautaire et abordable ont été mis en place.

Le premier, le Fonds d'investissement de Montréal (FIM),

« Les projets sur lesquels nous allons beaucoup travailler concerneront la création de deux nouveaux fonds, un pour les étudiants et un pour les CPE »

Normand Bélanger, président-directeur général du Fonds immobilier de solidarité FTQ

créée en 1997 par Phyllis Lambert, permet le financement d'acquisition d'immeubles par des OBNL et coopératives d'habitation. L'objectif est, d'une part, la conservation du patrimoine, chère à M<sup>me</sup> Lambert, et d'autre part, le développement de logements communautaires de qualité. Trois autres FIM ont été mis en place depuis, dont un en 2016.

Les Fonds d'acquisition de Montréal (FAM) et Fonds d'acquisition québécois (FAQ) ont été créés respectivement en 2007 et 2009. Ils permettent l'achat et la détention temporaires de terrains ou immeubles, en attendant les subventions de la Société d'habitation du Québec (SHQ) dans le cadre du programme AccèsLogis Québec. « La problématique qu'avaient les GRT avant est que personne ne voulait leur vendre et attendre 18 mois pendant qu'ils montaient le programme », note M. Bélanger.

Il existe aussi le Fonds d'aide à la rénovation de l'habitation communautaire, créé il y a deux ans, pour rénover les logements de la Société d'habitation du Québec (SCHL). « L'année 1980 a été le début des coopératives d'habitation, il faut maintenant les rénover », décrit M. Bélanger. Ce Fonds a été fait avec la Fiducie du Chantier de l'économie sociale pour permettre la remise à niveau de ces appartements. »

Toutefois, M. Bélanger regrette que le côté investissement responsable du Fonds soit encore méconnu du public. « Évidemment, la Tour des Canadiens a plus de chances d'être publicisée qu'une maison abordable à Saint-Henri », estime-t-il. Pour lui, le fait d'être mieux connu pourrait encourager la multiplication des projets.



Les studios du Sac à dos offrent un logement à 15 personnes.

FONDS IMMOBILIER DE SOLIDARITÉ FTQ

# CONCORDIA

## PLACE À LA NOUVELLE GÉNÉRATION!

LA PROPRIÉTÉ D'ENTREPRISE, UN ART QUI S'APPREND

À l'École de gestion John-Molson, la formation en classe s'enrichit de l'expertise concrète de personnalités du monde des affaires.



CONCORDIA.CA/DEJADEMAIN

## MARCHÉ

SUITE DE LA PAGE 11

Selon le principe EMG (acronyme anglais du Groupe de gestion de l'environnement des Nations unies), la bonne gouvernance d'une entreprise repose sur la transparence et, si possible, dans une forme de gestion participative. L'entreprise doit être respectueuse de l'environnement et s'assurer que ces pratiques sont les moins dommageables. Elle doit aussi tenir compte des impacts sociaux de ses pratiques et du rôle qu'elle joue en société. La manière de procéder est d'internaliser les coûts associés à ces pratiques. Par exemple, une bonne gouvernance rassure l'investisseur et en attire d'autres; une mauvaise fait le contraire et est donc coûteuse. « Les entreprises doivent aussi internaliser les coûts reliés à leurs pratiques environnementales. Les changements climatiques amènent de nombreux États à taxer les émissions de carbone, ce qui oblige les entreprises maintenant à tenir compte de ce nouveau coût. » Par contre, en matière de coûts sociaux, l'opération est plus difficile. « Prenons l'idée d'augmenter le salaire des employés. Cela a l'avantage d'attirer les meilleurs talents et de les retenir, mais cela représente aussi une dépense. Comment calculer les gains à long terme? Ce n'est pas toujours évident. Par exemple, l'on connaît tous les vertus de l'équité salariale, mais il a fallu une loi pour y arriver. »

## Les démarches en IR

On compte trois démarches en investisse-

ment responsable. La première est celle des filtres, où l'on exclut d'un portefeuille certains types d'activités économiques ou certaines entreprises; fabricants d'armes et cigarettiers, par exemple.

« La seconde démarche, et c'est la plus répandue, est l'activisme actionnarial. On investit alors dans une entreprise, même si cette dernière n'est pas entièrement conforme au principe EGS, dans le but d'engager un dialogue afin de renforcer le principe EGS. L'idée ici est de se servir de cet actionnariat pour amener devant l'assemblée des actionnaires des propositions en matière d'EGS. »

La troisième démarche est l'investissement à impact social, où l'investisseur tient à ce que son placement ait un impact direct dans la société.

Est-ce que tous les investissements responsables reposent sur la même définition de la responsabilité? « Eh bien non, et cela change selon les valeurs des investisseurs, certains étant plus sensibles à l'environnement, d'autres à la gouvernance ou aux impacts sociaux. La définition de la responsabilité varie selon la perspective de l'investisseur. » Devrait-on tenter d'harmoniser cette définition? « Dans un monde idéal, peut-être, mais ici-bas, je ne crois pas que l'on puisse arriver à une seule définition, tout comme on ne peut pas demander à toutes les personnes d'avoir les mêmes valeurs humaines. Par contre, ce qu'on peut faire, c'est exiger que les critères retenus par les firmes qui font les classements EGS des entreprises soient connus, de sorte que l'investisseur puisse s'assurer qu'ils sont conformes à ses valeurs. »

## FINANCE

CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE  
DESJARDINSLe nouveau REER sans  
pétrole fait des adeptes

Si on appartient à la catégorie de personnes qui souhaitent ardemment que la société, et par conséquent l'économie, se retire entièrement des énergies fossiles, on souhaite aussi que cela en soit ainsi pour ses investissements. Eh bien, c'est maintenant possible grâce au REER sans pétrole de la Caisse d'économie solidaire Desjardins.

PIERRE VALLÉE  
Collaboration spéciale

« On a décidé d'offrir ce nouveau produit financier, d'une part parce qu'il correspond parfaitement avec les valeurs de notre institution, et d'autre part parce qu'on croyait que c'était un produit qui pouvait plaire à nos membres, explique Marc Picard, directeur général de la Caisse d'économie solidaire. Et sur ce dernier point, on ne s'est pas trompé. Depuis le lancement de la campagne publicitaire pour le REER sans pétrole, l'achalandage pour le produit a augmenté de 30%. On a vraiment l'impression que ça se vend comme des petits pains chauds. »

Le REER sans pétrole est construit autour du produit financier vedette de la Caisse d'économie solidaire, soit le Placement à rendement social. « L'épargne recueillie par le Placement à rendement social nous sert à investir par le truchement de prêts dans des organismes à but non lucratif, dans des coopératives, dont des coopératives d'habitation et de travailleurs, dans des organisations syndicales, ainsi que dans des individus et entreprises privées qui sont socialement engagés. Le REER sans pétrole est donc composé uniquement de placements à rendement social. Et le taux d'intérêt offert par le REER sans pétrole est comparable aux autres placements. »

De plus, si le REER sans pétrole ne suffit pas à combler l'ensemble des besoins en placement d'un investisseur, la Caisse d'économie solidaire peut lui proposer les autres placements en investissement responsable du Mouvement Desjardins, comme les fonds communs de placement Société-Terre et le placement à capital garanti PrioriTerre.

## Désinvestir du pétrole

S'il est facile pour un nouvel épargnant de choisir d'investir

son argent dans des placements sans pétrole ni énergies fossiles, qu'en est-il pour ceux qui possèdent déjà un portefeuille de placements traditionnels? Afin d'informer ces derniers, et les aider à migrer vers des placements sans énergies fossiles, la Caisse d'économie solidaire, en collaboration avec Élan global, un mouvement populaire militant pour la sortie du pétrole, organise des ateliers sur le désinvestissement. Le premier a eu lieu à Montréal fin janvier, le second se tiendra à Québec le 16 février.

« Dans un premier temps, on explique dans cet atelier quelles sont les raisons pour lesquelles on devrait désinvestir du pétrole, explique Karel Mayrand, directeur général pour le Québec à la Fondation David Suzuki et l'un des organisateurs de ces ateliers. Il y a bien sûr les raisons environnementales, les énergies fossiles étant l'une des principales causes des changements climatiques. Mais il y a aussi des arguments économiques. Par exemple, les investisseurs qui avaient placé leur argent dans l'industrie du charbon se trouvent aujourd'hui en mauvaise posture puisque le prix du charbon a dégringolé. Il suffit d'une baisse de la consommation d'une énergie fossile pour que les actifs dans ce domaine perdent leur valeur. Et lorsque la consommation de pétrole diminue, il en sera de même. Alors, pourquoi attendre que ces actifs soient dévalués avant de s'en débarrasser? »

D'ailleurs, le mouvement de désinvestissement du pétrole est maintenant bien parti. « De nombreux investisseurs institutionnels, en particulier ceux de la Californie et à ceux des grandes universités américaines, ont amorcé leur désinvestissement du pétrole. Même la Fondation Rockefeller fait partie du mouvement, souligne Karel Mayrand. Au total, depuis le début

VOIR PAGE 15 : REER



Dès ses débuts, Bâtirente a été engagé sur des questions associées à la fiscalité, notamment celles relevant de « l'initiative pour la transparence dans les industries extractives ».

BÂTIRENTE

30 ans d'histoire et plus de 10 ans  
d'investissement responsable

Il y a 30 ans, Bâtirente devenait le système collectif d'épargne-retraite des membres de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). En 2005, ce partenaire financier de la centrale syndicale empruntait la voie de l'investissement responsable. Bâtirente a développé peu à peu ce marché financier soucieux des pratiques environnementales, sociales et de gouvernance.

RÉGINALD HARVEY  
Collaboration spéciale

« Notre contrat a été signé en 1987 et nos premiers dollars sont entrés dans les premiers jours de 1988. On compte donc 30 ans d'histoire et, au cours des 12 dernières années, on s'est dotés d'une politique d'investissement responsable, ce qui est arrivé en concomitance avec l'adoption des principes de ce type d'investissements », rappelle Daniel Simard, le directeur général de Bâtirente.

Il assure que l'une des règles qui ont été appliquées a été de demander de la transparence aux sociétés émettrices, ce qui a notamment été réalisé en grande partie dans le cadre du Carbone Disclosure Project : « Dix ans plus tard, on en arrive à commencer à parler sérieusement d'empreinte carbone. »

Toujours dans un but de porter un message clair, « on a posé des gestes à grande échelle sur des questions de carbone, mais on a également été engagés fortement, dès nos débuts, sur des questions tout aussi importantes que l'on pourrait de nos jours associer à la fiscalité : celles-ci relèvent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives ».

En vertu de cette initiative, les industries publient de l'information de nature financière sur les redevances qu'elles ont à payer : « On évite de la sorte le détournement de fonds, surtout dans des pays où la gouvernance est faible, pour faire en sorte que les populations profitent véritablement de la richesse produite et pour développer un cercle vertueux de développement des communautés. »

Un code génétique  
à valeur ajoutée

Daniel Simard pose le constat qu'il revient à Bâtirente « d'agrèger des capitaux et de les placer sur le marché ». Mais il revient aussi à cet organisme d'en faire davantage en raison de sa filiation syndicale : « On veut que ces capitaux-là tendent à ne pas agir contre les intérêts de nos membres, ce qui, malheureusement se produit tout de même, ce qui arrivait auparavant et ce qui se reproduira à l'avenir. »

Mais de façon générale, en tant qu'établissement à caractère social et en fonction des

principes de l'investissement responsable, « on cherche fondamentalement à se mettre au diapason des valeurs de la société et des débats qui l'interpellent, que ce soit sur les plans des changements climatiques ou d'autres enjeux semblables ». Il importe donc « d'être en phase avec les intérêts de notre mouvement et avec ceux de la société ».



Daniel Simard

## Un Québec exemplaire

M. Simard cite des leaders d'ici : Desjardins, la Caisse de dépôt et placement du Québec ou le Fonds de pension des fonctionnaires fédéraux géré à

Montréal; les fonds de travailleurs en font partie avec leur mission particulière : « Ce sont cinq établissements très importants dans la communauté globale de l'investissement responsable, et je me permets d'ajouter Bâtirente parmi elles, parce qu'on a été les premiers signataires des Principes for Responsible Investment [PRI] avec la Caisse, et parce qu'on a été très actifs pour répandre la "bonne nouvelle". »

Il se tourne vers les résultats obtenus depuis les débuts : « En nombre d'institutions signataires des PRI, le Québec représente quelque chose comme la moitié du Canada; on a montré la route à ce chapitre. »

Il y a plus : « Au sein de la communauté globale, dont je suis passablement proche, le Québec est considéré comme un laboratoire au sein duquel se mènent des expériences extrêmement enrichissantes. On a profité à plu-

sieurs reprises de l'occasion que nous avons de faire preuve de notre singularité, comme ce fut le cas lors de la Conférence de Montréal sur les PRI en 2014. »

Selon lui, il y a un établissement qui se démarque et consolide la position enviable qu'occupe la « Belle Province » : « Desjardins parle particulièrement de ces questions-là, il structure des produits et fait en quelque sorte une marque de commerce de l'investissement responsable, si je puis dire. » Il souligne de plus l'apport des Fonds de travailleurs, de l'économie sociale, du mouvement coopératif et des mutuelles : « Il y a de nombreux facteurs qui montrent qu'on possède un caractère distinctif. »

Pas à pas  
vers la destination

La question est la suivante : le présent laisse-t-il apparaître des tendances pour l'avenir dans le domaine de l'investisse-

VOIR PAGE 16 : BÂTIRENTE



Marie-Ève Roy, membre de la caisse d'économie Desjardins, veut investir dans l'avenir de Philémon sans financer les pétrolières.

J'investis dans le  
**REER sans pétrolière**  
de la Caisse  
d'économie solidaire

Steven Guilbeault, Équiterre

Contactez-nous avant le 1<sup>er</sup> mars

1 877 647-1527  
**caissesolidaire.coop**

#monREERsanspetroliere

## FINANCE

UNIVERSITÉ CONCORDIA

## Cours et recherche se développent en investissement responsable

Des leçons des banques islamiques pour gérer les risques?

MARTINE LETARTE

Collaboration spéciale

L'investissement responsable est encore un concept nouveau dans l'histoire et en constante évolution, si bien que les départements de finance des universités québécoises et canadiennes commencent seulement à offrir de la formation dans le domaine. L'Université Concordia a été l'une des pionnières en 2015, et on y voit également foisonner la recherche pour permettre aux entreprises et aux investisseurs de mieux maîtriser les concepts et de savoir comment les intégrer dans leurs décisions au quotidien.

Alors que le monde ne veut pas replonger dans une crise financière comme celle de 2008, plusieurs questions se posent en matière de régulation des banques.

«Les gouvernements se demandent quels gestes faire, alors on réalise de la recherche pour trouver les meilleures pratiques», explique Thomas Walker, codirecteur du Centre d'études David O'Brien sur la durabilité des entreprises à l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia.

Il travaille sur un projet de recherche financé par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Son équipe examine de près les différents modèles de banque qu'on trouve dans le monde et comment ils réagissent aux risques.

«Par exemple, le modèle des banques occidentales fonctionne avec énormément de dettes, alors que les banques islamiques n'en ont pas du tout parce que le régime de la charia ne le permet pas», explique le professeur Walker. Notre système bancaire pourrait apprendre de bonnes choses des autres systèmes.»

Trois articles scientifiques ont été rédigés à la suite de cette étude et sont en attente de publication.

## Le risque des changements climatiques

Thomas Walker travaille également sur un projet financé par la Caisse de dépôt et placement du Québec pour analyser l'exposition de différentes entreprises aux changements climatiques et leurs stratégies pour gérer ce risque.

«Prenons l'exemple d'une entreprise minière qui a des projets



JOËL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

Une employée d'une agence de banque islamique montre une brochure à une de ses clientes.

au Mexique, où il y a un problème de sécheresse, indique M. Walker. Une entreprise minière, comme c'est le cas dans bien d'autres industries d'ailleurs, a besoin de pomper beaucoup d'eau pour réaliser ses opérations. Si elle n'est pas capable d'avoir suffisamment d'eau pour fonctionner au maximum de ses capacités, qu'arrivera-t-il? Comment réagiront les investisseurs? Qu'est-ce que l'entreprise peut faire pour réduire ce risque?»

Pour ce projet de recherche, l'équipe de Thomas Walker travaille avec de grandes multinationales, dont plusieurs sont d'origine canadienne. Commencée l'an dernier, l'étude se poursuivra jusqu'en 2019.

## Oser les cours en investissement responsable

Le Département de finance de l'Université Concordia a aussi lancé en 2015 un cours

en investissement responsable pour les étudiants de premier cycle. Il a ensuite commencé à être donné également dans le programme de MBA.

«Le contenu de mon cours change constamment parce que tout évolue très vite et, bien sûr, il n'y a pas de manuel dans le domaine», souligne Amr Addas, chargé d'enseignement en finance à l'École de gestion John-Molson de l'Université Concordia.

Le cours commence par expliquer l'origine de l'investissement responsable: de grands joueurs ont décidé dans les décennies 1970 et 1980 de ne plus investir en Afrique du Sud pour faire pression contre le régime de l'apartheid. Les étudiants apprennent ensuite comment le concept a évolué.

«Maintenant, on ne voit plus l'investissement responsable seulement comme quelque chose de bien, comme une voie

que les investissements prennent pour placer leur argent en suivant leurs valeurs», affirme Amr Addas.

De plus en plus dans le monde de la finance, l'investissement responsable est vu comme un concept qu'il faut intégrer pour avoir un meilleur rendement.

«C'est une façon de gérer le risque», ajoute M. Addas. Si on ne prend pas en considération les éléments inclus dans le concept, cela peut avoir un effet sur le prix de l'action.»

Les étudiants apprennent à utiliser des outils pour mesurer le risque en regardant les volets environnemental, social et de gouvernance des entreprises.

«Par exemple, on analyse comment les entreprises utilisent l'eau, comment elles traitent leurs employés et si les membres du conseil d'administration sont indépendants de la haute direction», explique Amr

Addas, également membre du conseil d'administration de Finance Montréal, qui a créé un groupe de travail sur l'investissement responsable afin de développer encore davantage le secteur dans la métropole.

## Certification professionnelle en placements durables

L'Université Concordia a aussi lancé il y a quelques années le programme complètement en ligne de certification professionnelle en placements durables. Le programme de 120 heures comprend plusieurs modules, entre autres sur la gouvernance, l'éthique, la durabilité écologique et les placements durables.

«En ce moment, nos inscriptions sont surtout locales, mais nous souhaitons attirer davantage de gens de l'étranger avec ce programme en ligne», affirme Thomas Walker.

La certification s'adresse aux professionnels de l'investissement, mais aussi à des gens en entreprise qui s'intéressent à l'enjeu de la durabilité.

«Tout le monde prétend agir, ou tenter d'agir, de façon responsable et durable en ce moment et c'est difficile parfois de séparer les bonnes entreprises des mauvaises», constate Thomas Walker. En même temps, ce n'est pas toujours facile pour une entreprise d'aller de l'avant, surtout quand agir de façon plus responsable signifie qu'à court terme, le consommateur en paiera le prix. Du travail a été déjà réalisé, mais il en reste encore beaucoup à faire pour que la tendance de la durabilité soit bien acceptée partout.»

Actuellement, plus de 60 des 100 milliards d'actifs sous gestion dans le monde sont gérés par des investisseurs signataires des Principes pour l'investissement responsable de l'ONU.

## L'engagement actionnarial pour les nuls

En quoi consiste l'engagement actionnarial? Petite incursion dans une démarche fréquente, mais souvent incomprise, à travers laquelle la pression des investisseurs pour changer le comportement des entreprises est généralement exercée derrière des portes closes.

ETIENNE PLAMONDON EMOND

Collaboration spéciale

Les Fonds éthiques de Placements NEI s'étaient retirés de la pétrolière ExxonMobil pendant des années. La société de fonds commun de placement, détenue à 50% par le Mouvement Desjardins, jugeait vain tout engagement actionnarial alors que cette entreprise niait les changements climatiques et tentait de discréditer les constats scientifiques. Mais Placement NEI a récemment décidé de réinvestir dans cette entreprise. Pourquoi? La haute direction d'ExxonMobil s'est affichée depuis en faveur d'une taxe carbone, une scientifique spécialisée dans les changements climatiques a été nommée, en janvier dernier, au conseil d'administration et les votes d'actionnaires pour une prise en considération du réchauffement de la planète y sont de plus en plus pesants. «Nous voulons être actionnaires pour pouvoir aider les autres investisseurs dans cet engagement», explique Michelle de Cordova, directrice de l'engagement des entreprises et des politiques publiques chez Placements NEI.

Le but de l'engagement actionnarial: utiliser son pouvoir d'actionnaires, soit de copropriétaires, pour inciter l'entreprise à adopter des pratiques plus soucieuses des enjeux environ-

nementaux, sociaux et de gouvernance.

Plus un investisseur détient un nombre ou un pourcentage élevé d'actions, plus la haute direction de l'entreprise sera encline à écouter ses revendications. Aequo, une firme montréalaise de services d'engagement actionnarial, est née il y a environ un an de ce constat. Après avoir remarqué qu'ils approchaient sensiblement les mêmes organisations autour des mêmes sujets, Bâtirente, le système de retraite de la CSN, et le Regroupement pour la responsabilité sociale des entreprises (RRSE) ont créé cette firme pour unir leurs forces et ainsi augmenter leur influence auprès de sociétés dont ils sont tous les deux actionnaires. Aequo effectue la même démarche pour d'autres grands investisseurs, dont la firme montréalaise de gestion de portefeuilles Hexavest.

## Ouvrir un dialogue

Comment cela fonctionne-t-il? D'abord, les entreprises cotées en Bourse les moins avancées sur les questions sociales, environnementales et de gouvernance sont mises en évidence dans le portefeuille. Celles ayant les meilleures pratiques demeurent aussi dans le viseur, pour qu'elles continuent de s'améliorer et de tirer les organisations du même secteur vers le haut.

L'actionnaire, ou la firme qui le représente, envoie ensuite des lettres, puis organise des entretiens avec les interlocuteurs de l'entreprise. «Le dialogue, c'est long», prévient Claude Godon, président directeur général d'Aequo. «Ça ne se résume pas à envoyer une lettre puis à attendre une réponse», ajoute Jean-Philippe Renaut, directeur des opérations chez Aequo. Ce sont des jeux d'ascenseurs entre le département des relations avec les investisseurs, jusqu'au conseil d'administration, sur plusieurs années.»

Ces conversations derrière des portes closes suffisent parfois à faire bouger la direction. Après l'effondrement en 2013 du complexe Rana Plaza à Dhaka, au Bangladesh, Placements NEI a



BEN MARGOT ASSOCIATED PRESS

Placements NEI s'est récemment associé à d'autres investisseurs pour rédiger une proposition d'actionnaire concernant la banque Wells Fargo.

lancé des discussions avec les entreprises du secteur de la vente au détail dans son portefeuille. Après ces démarches, Canadian Tire s'est engagé en 2016 à divulguer sur le Web les pays d'où viennent ses produits, les audits concernant ses fournisseurs et ses efforts pour assurer la sécurité dans les usines au Bangladesh.

## Investir, c'est voter

Le levier le plus connu de l'engagement actionnarial consiste à utiliser son droit de vote lors de l'assemblée annuelle des actionnaires. «Parfois, il y a des investisseurs qui ont énormément de titres dans une entreprise. Le simple fait de voter peut amener à changer les choses», indique Jocelyn Caron, directeur des opérations au Groupe investissement responsable (GIR), qui vote par procuration pour plus d'une trentaine de grands investisseurs.

Ses clients rédigent une politique de vote, qui

prévoit notamment de quel côté pencher lors de l'élection du conseil d'administration, de la nomination du vérificateur comptable et du vote indicatif sur la rémunération des hauts dirigeants. Parmi les rares coups d'éclat, M. Caron évoque l'embarras de Renault après que ses actionnaires eurent rejeté à plus de 54%, en 2016, la rémunération allouée par le conseil d'administration au président directeur général.

«Voter n'est pas assez», précise Michelle de Cordova. Il faut communiquer à l'entreprise ce pour quoi on a voté, et pourquoi.»

## L'arme ultime: la proposition d'actionnaire

Les votes sur des questions environnementales ou sociales se retrouvent généralement à l'ordre du jour par l'entremise d'une proposition

VOIR PAGE 16 : NULS

## FINANCE



MAX WHITTAKER GETTY IMAGES AGENCE FRANCE-PRESSE

Les fonds de pension canadiens devraient s'inspirer du système de retraite de l'administration publique californienne, CalPERS, qui a adopté des stratégies de lutte contre les changements climatiques.

## Les technologies propres en manque d'investissements canadiens

Les entreprises de technologies propres ont besoin de plus de prêts et d'investissements canadiens en capital de risque pour croître. C'est l'un des constats qui émanent d'une étude réalisée par Cycle Capital Management et Technologies du développement durable Canada (TDDC), deux fonds d'investissement — le premier de nature privée et le deuxième financé par le gouvernement fédéral — spécialisés dans ce secteur.

ETIENNE PLAMONDON EMOND  
Collaboration spéciale

« On réalise le même nombre de rondes de financement qu'aux États-Unis par rapport à notre poids relatif, précise Andrée-Lise Méthot, fondatrice de Cycle Capital Management. Mais on met deux fois moins d'argent dans les compagnies que nos collègues américains. Et cette situation est encore plus critique dans les entreprises à l'étape du développement et de la commercialisation. »

Le document, publié en décembre dernier, dénombre au Canada 17 rondes de financement en capital de risque de plus de 15 millions depuis 2010 dans ce domaine, tandis qu'elle en relève 406 aux États-Unis. Durant la même période, sept entreprises ont réussi à réunir plus de 50 millions en investissements canadiens, contre 183 qui ont recueilli davantage que cette somme aux États-Unis. En moyenne, une entreprise de technologie propre amasse 40 millions en capital-actions privé avant de réaliser une vente, souligne M<sup>me</sup> Méthot.

Au sud de la frontière, de nombreux fonds d'investissement se concentrent sur les technologies propres avec des portefeuilles variant entre 200 millions et 1,8 milliard. Au Canada, seul Cycle Capital Management dépasse les 200 millions d'actif, si l'on combine ses trois fonds. XPV, un fonds implanté à Toronto spécialisé dans les technologies propres en lien avec l'eau, dépasse les 400 millions d'actifs, mais four-

nit des capitaux étrangers puisqu'il reste enregistré aux États-Unis.

Chez les 20 entreprises canadiennes de technologies propres qui ont réussi à amasser le plus de capital de risque, 40% des investisseurs venaient de l'extérieur du pays. Les entreprises BioAmber, Distech Controls et Enerkem, dont le siège social se trouve au Québec, ont notamment une grande proportion de leurs investisseurs en capital de risque qui provient de l'étranger.

« C'est une bonne nouvelle que des financiers d'ailleurs soutiennent nos entreprises, indique M<sup>me</sup> Méthot. Là où le bât blesse, c'est lorsque leur détention d'actions devient tellement importante, qu'il n'y a plus d'investisseurs canadiens pour avoir de l'influence dans la compagnie. C'est un danger pour plusieurs entreprises, qui n'ont pas le choix de se faire financer sur les marchés internationaux. »

### Prêter pour financer une première usine

L'étude relève aussi une faille dans le paysage financier canadien en ce qui concerne le peu de prêts accordés aux entreprises de technologies propres. « Un des enjeux, c'est qu'elles doivent construire leur première usine, souligne M<sup>me</sup> Méthot. Comme ce sont de nouvelles technologies, elles ne sont pas financées sur le marché classique des banques ou des prêteurs. »

M<sup>me</sup> Méthot vante le virage donné, sous le gouvernement Obama, au département de l'Énergie et au département de l'Agriculture, devenu les

plus grands prêteurs en matière de technologies propres aux États-Unis. Bien que l'économie d'ici compte certains prêteurs dans le secteur, dont Fondation, le Canada ne possède aucun équivalent à ces agences gouvernementales états-uniennes pour accorder une quantité comparable de prêts, soulève-telle.

« C'est extrêmement important, parce que c'est la différence entre passer du laboratoire à la vie réelle, souligne M<sup>me</sup> Méthot. Quand on a la prétention de vouloir bâtir une nouvelle économie, il faut mettre les outils qui vont permettre aux entrepreneurs de la matérialiser. »

M<sup>me</sup> Méthot interpelle les gouvernements, mais invite aussi les grands fonds de pension canadiens à s'inspirer du système de retraite de l'administration publique californienne, CalPERS, qui a adopté des stratégies de lutte contre les changements climatiques. « Ils ont une équipe qui comprend l'enjeu, affirme-t-elle. Quand on construit une usine avec une nouvelle technologie, on n'est pas en train d'agrandir une entreprise de vente au détail. Ce sont des stratégies, des risques et un savoir-faire différents. »

### Démarrage

Avant même d'en arriver à la construction d'une usine, les entreprises de technologies propres doivent démarrer. En 2014, Cycle Capital a mis sur pied Ecofioul, un accélérateur, désormais indépendant, qui soutient les jeunes pousses dans le secteur au Québec. Deux fois par année, Ecofioul sélectionne entre trois et cinq petites entreprises pour les accompagner et les mettre en réseau avec des mentors. Il investit dans chacune d'elle 75 000 \$ sous la forme d'une débenture convertible, soit un prêt qui peut être remboursé sous forme d'actions dans la compagnie plutôt qu'en argent, puis les épauler dans la recherche d'autres

sources. « On les aide à se financer et il n'y en a pas une qui l'a nécessairement facile », souligne Richard Cloutier, président et chef de la direction de l'accélérateur.

Il affirme recevoir entre 25 et 30 nouvelles candidatures lors de l'ouverture de chaque nouvelle cohorte. Malgré sa trentaine d'années d'expérience dans le secteur des sciences de la vie, il se montre impressionné par ce chiffre. « On est juste capable d'en faire quatre, parce qu'on n'a pas assez de sous et notre équipe est limitée, »

conçède-t-il. Cela confirme que le Québec est innovant, que le secteur des technologies propres est un secteur en effervescence. On devrait être capable de leur offrir plus de services, de soutien et de financement, parce que la demande est là. »

Le gouvernement du Québec a annoncé dans son budget 2016 la création d'un fonds d'amorçage dans les technologies propres de 30 millions. Mais au-delà de l'argent directement investi par l'État, M. Cloutier considère qu'un resserrement des

règles environnementales, que ce soit celles concernant les émissions de gaz à effet de serre ou les eaux usées, pourrait aussi favoriser les investissements des acteurs privés, notamment ceux touchés par les contraintes. « Tous les pays qui ont des réglementations plus sévères ont eu des investissements plus importants, note-t-il. Cela devrait se faire sans réglementation. Mais dans la réalité, celle-ci va aider à ce qu'on ait des partenaires stratégiques en plus des partenaires institutionnels. »



Andrée-Lise Méthot

## REER

SUITE DE LA PAGE 13

les actifs qui sont sorti du pétrole avoisinant 5 500 milliards de dollars. »

Reste donc aux particuliers d'emboîter le pas. « Une fois les raisons expliquées pour désinvestir, on présente ensuite aux participants à l'atelier des solutions de remplacement, poursuit Karel Mayrand. Ensuite, des conseillers financiers sont disponibles sur place pour les participants qui veulent discuter davantage de leur situation personnelle. »

### Et c'est facile en plus...

La migration d'un portefeuille de placement en actifs conventionnels vers un portefeuille sans actifs pétroliers

est-elle facile? Parlons-en à Stéphanie Guico, travailleuse autonome et consultante en gestion participative et nouvelle membre de la Caisse d'économie solidaire, qui vient justement de franchir le pas.

« J'appartiens à la génération des trentenaires pour qui l'achat est aussi un acte politique, explique-t-elle. Je n'étais donc pas très confortable avec mon portefeuille conventionnel qui constituait mon épargne pour ma retraite. Mais j'hésitais à faire le saut. Je pensais qu'il y aurait un tas de paperasses à lire et à signer et que les frais pour migrer vers un portefeuille sans pétrole seraient trop élevés. D'autant plus que pour ce faire, il fallait que je change d'institution financière. »

C'est en choisissant de confier ses affaires à la Caisse d'économie solidaire qu'elle

pu opérer le changement. « Ça s'est fait si facilement que j'en étais toute surprise. Non seulement le planificateur financier de la Caisse d'économie solidaire m'a accompagnée tout au long du processus, mais il s'est aussi occupé de toute la paperasse. Et le tout pour la modique somme de 50\$. Aujourd'hui, mon REER sans pétrole correspond à mes valeurs et je sais en plus que mon épargne est investie dans des placements à impact social. »

Son expérience heureuse a-t-elle influencé son entourage? « J'ai plusieurs personnes dans mon entourage qui sont militantes, donc mon geste les a surtout confirmé dans leurs convictions. Par contre, j'ai aussi dans mon entourage des personnes plus conservatrices, et là, je peux dire que mon expérience leur ont fait tendre l'oreille. »



Bâtirente mise sur l'investissement responsable pour protéger et faire croître durablement la valeur de l'épargne-retraite de ses 20 000 membres.



FIER SIGNATAIRE DES PRINCIPES POUR L'INVESTISSEMENT RESPONSABLE (PRI) DEPUIS 2006



**BÂTIRENTE**  
— Régimes de retraite collectifs —



## FINANCE

## NULS

SUITE DE LA PAGE I 4

d'actionnaire. Lorsque celle-ci est soumise par d'autres, le GIR en avise ses clients et leur suggère de s'y rallier ou non. Un investisseur en vient généralement à en rédiger une lorsque le dialogue sur un enjeu demeure dans une impasse.

« On prend le bras et on le tord un peu plus. Le ton change, illustre M. Godon. Habituellement, le tapis rouge est déroulé. L'entreprise ne veut personne qui va venir gueuler au micro. Ils veulent que cela se passe bien, que tout le monde sorte de l'assemblée content. »

Placements NEI s'est ré-

cemment associé avec d'autres investisseurs pour rédiger une proposition d'actionnaire concernant la banque Wells Fargo. L'établissement financier ne répondait pas aux demandes de revoir son code d'éthique. Après le scandale des faux comptes en septembre 2016, le dialogue demeurerait au point mort. On a eu recours aux grands moyens. « Après avoir soumis la proposition, nous avons eu plusieurs contacts et réunions avec Wells Fargo pour négocier », affirme M<sup>me</sup> de Cordova.

« Le simple fait de déposer une proposition d'actionnaire, sans avoir fait un minimum de mobilisation avant pour convaincre d'autres actionnaires de s'y joindre, est une

démarche qui ne sert à rien », soulève néanmoins Jocelyn Caron. Il note que celles-ci recueillent souvent peu de votes la première fois. Au fil des années, en revanche, le nombre d'actionnaires favorables prend parfois de l'ampleur et l'entreprise réagit. « Elle préfère ne pas perdre un vote — et la face — sur le plancher d'une assemblée et intégrer les préoccupations avant. Mais elle attend que ce soit menaçant », juge-t-il.

## Limites

Est-ce qu'il y a des limites à l'engagement actionnarial? M. Renaut souligne qu'il ne peut pas exiger d'une société qu'elle remette en question son modèle d'affaires. « Si une

entreprise est fondée sur les sables bitumineux, on ne peut pas lui dire de sortir des sables bitumineux. » L'investissement responsable dans les pétrolières est débattu: certains prônent le désinvestissement, d'autres croient que l'engagement actionnarial peut changer les choses. M. Renaut évoque la restauration des sites déjà exploités, où il considère que les actionnaires peuvent encore user de leur influence. En 2010, Bâtirente avait convaincu la pétrolière Talisman, après le dépôt d'une proposition d'actionnaire, d'adopter une politique reconnaissant les principes du consentement libre, préalable et éclairé des collectivités locales du Pérou.

## BÂTIRENTE

SUITE DE LA PAGE I 3

ment responsable? À ce sujet, Daniel Simard livre ces propos: « Il y a de plus en plus un engouement dans la population et je crois qu'il va continuer à progresser au fur et à mesure que les générations vont se succéder. »

Les jeunes font preuve d'une préoccupation majeure envers l'environnement: « Et il y a aussi les générations plus âgées qui vont partir à la retraite; ces gens auront vécu dans un univers sensibilisé par de tels enjeux. Quand on parle avec nos membres qui prennent leur

retraite, ils sont attentifs au rôle que la finance joue pour la vie future de leurs enfants et de leurs petits-enfants sur le plan environnemental. »

Il existe en parallèle une sorte de prise de conscience globale: « On voit les grands banquiers américains et les institutions financières canadiennes majeures s'intéresser de plus en plus à cet investissement parce que les gens veulent établir une connexion entre leurs valeurs et la façon dont leur argent est géré. »

En contrepartie, il répète le même discours qu'il aurait tenu il y a une dizaine d'années: « Le monde de la finance ne change pas vite. Il faut aller lentement et susciter des prises de conscience. »

fonsimmobilierftq.com

LOGEMENT  
COMMUNAUTAIREBÂTIR  
PAR SOLIDARITÉ

Par ses investissements dans des projets d'immeubles communautaires ou abordables, le Fonds immobilier permet à des familles à revenu faible ou modeste d'accéder à un logement de qualité. En favorisant la mixité et la cohésion sociale, le Fonds immobilier contribue à l'émergence d'une vision moderne et responsable du développement urbain qui sait

FAIRE TOURNER L'ÉCONOMIE D'ICI.



**FONDS**  
immobilier de solidarité FTQ

